

Suite à la rencontre du 16 août, le pire est à craindre à l'issue du conseil des Ministres du 24 août prochain.

En effet, le mini sommet Franco-allemand a accouché d'une souris, n'a rien apporté de nouveau se contentant de mesures floues et sans engagement de solidarité au sein de l'union Européenne.

Plutôt que des effets d'annonce, les français et les autres européens savent bien que tout dépend des politiques économiques suivies.

Celles-ci devraient s'appuyer sur une politique de croissance durable et plus de convergences en matière de droits sociaux et fiscaux au lieu d'amplifier libéralisme et austérité.

La CGT exige une autre répartition des richesses, d'une véritable alternative et d'une maîtrise publique des systèmes financiers, est posée.

La CGT réaffirme pour l'Europe :

- ▶ Le besoin d'une solidarité économique et sociale entre les Etats de l'Union Européenne
- ▶ La nécessité d'une harmonisation sociale et fiscale de haut niveau.
- ▶ La mise en place de salaires minimum partout en Europe, point d'appui indispensable pour lutter contre le dumping social.
- ▶ Une taxation à hauteur importante sur l'ensemble des transactions financières, consacrée au développement durable humain.

Enfin, la CGT continuera de s'opposer au principe de la règle d'or, véritable outil de casse du système de protection sociale, de démantèlement des services publics et formidable frein à l'emploi et à l'augmentation des salaires, seuls moyens pour relancer durablement la consommation génératrice de croissance économique.

La mobilisation de l'ensemble des salariés sera déterminante pour imposer ces changements indispensables à une véritable justice sociale.

Montreuil, le 17 août 2011

Public: [Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank